

ACCORD NON MARCHAND 2010 - 1

Première rencontre avec les gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne

Une première prise de contact entre les organisations syndicales, les employeurs et les gouvernements de la communauté française et de la région wallonne s'est déroulée ce 19 novembre 2009. Ce même jour, une assemblée des militants a évalué les réponses des Gouvernements et a défini la stratégie pour les prochaines semaines.

Une première rencontre loin d'être positive !!!

Nous ne nous attendions bien évidemment pas à ce que les gouvernements applaudissent des 2 mains à notre cahier de revendications. Mais, nous n'avons même pas eu l'occasion de présenter et de motiver le contenu du cahier de revendications.

Les Gouvernements se sont limités à nous présenter une note méthodologique qui ressemble terriblement à un retardement du démarrage de la négociation.

Pour le Ministre Président, il s'agissait de :

- travailler sur un cadastre ;
- évaluer les impacts budgétaires des revendications ;
- évaluer le précédent accord non marchand ;
- tout en insistant fortement sur la prise en compte de la « réalité budgétaire ».

Nous avons défendu les positions suivantes :

Nous voulons que les budgets reflètent les déclarations des gouvernements : les 2 déclarations de politiques générales ont indiqué le Non Marchand et la négociation d'un accord Non marchand comme PRIORITAIRES. Cependant pas un cent n'a été prévu pour cela dans l'élaboration du budget 2010.

Nous voulons une négociation transversale couvrant l'ensemble des secteurs ;

Nous refusons que ce soit l'entité fédérée qui a le moins de moyens qui soit le référentiel pour les négociations futures ;

Nous refusons que la situation budgétaire serve d'argument pour culpabiliser les travailleurs du secteur Non Marchand.

Une assemblée mobilisée !!!

L'assemblée a jugé à l'unanimité que l'absence de moyens financiers inscrits dans les budgets 2010 pour l'accord non marchand constituait un véritable camouflet. Les travailleurs estiment qu'il s'agit là d'un déni total de reconnaissance du travail indispensable à la société et plus particulièrement encore dans les moments de crises qu'ils assument.

Les organisations syndicales demandent à recevoir rapidement un calendrier de négociation comprenant un phasage des différentes étapes. A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que lors de contacts préliminaires, la date de fin 2009 avait été évoquée comme raisonnable pour clôturer l'évaluation.

Pour ce faire, l'assemblée a décidé à l'unanimité de faire entendre publiquement la voix des travailleurs.

Des actions seront organisées prochainement.
PREMIERE ACTION : action de militants

LUNDI 7 DECEMBRE 2009

10H30

ELYSETTE : rue Mazy à JAMBES

Thème : Pères Fouettard VERTS de rage

.....